

## **STOP à la dislocation de notre administration, la disparition de nos emplois et de nos missions**

Toulouse, le 11 janvier 2021

### **Rassemblement le 15 janvier à 12h00 à la direction rue des Lois**

Depuis sa création, la DGFIP a en effet perdu plus de 30 000 emplois et absorbé en moyenne chaque année entre 83 et 96% de l'ensemble des suppressions d'emplois de la fonction publique d'Etat pour un peu plus de 6% des effectifs à l'origine et un peu moins de 5% aujourd'hui. Dans le cadre du PLF 2021, ce sont encore 1 800 emplois qui vont disparaître, faisant ainsi franchir à notre administration la barre symbolique de moins de 100 000 ETP (équivalent temps plein). **Dans les faits, l'administration ne réforme que pour adapter l'exercice des missions à des moyens en constante diminution, très loin du souci affiché d'une meilleure qualité de service.** Cette situation a conduit la DGFIP à adapter le réseau au niveau des moyens accordés ce qui s'est traduit par un regroupement forcené de services n'atteignant plus une taille critique.

Dans un autre axe du NRP que la DGFIP nomme « relocalisation », **70 communes ont été désignées pour accueillir des sites.** On sait maintenant qu'il s'agira d'implantation de missions qui n'apporteront aucun renforcement du service public de proximité au service des usagers des villes « choisies » puisqu'il s'agira uniquement d'unités de « back-office », d'appui au réseau ou encore de centres d'appels. Il ne s'agit donc plus de transférer des missions de grandes métropoles vers ces communes, mais de relocaliser des services départementaux ou régionaux sans aucun contact avec le public. La division du travail et le regroupement sur des sites plus gros induits par ces réformes ne sont pas une solution, bien au contraire, c'est reculer pour mieux sauter en détruisant notre réseau et nos procédures de travail. **Plus de 100 emplois seront supprimés à ce titre en Haute-Garonne dans les prochaines années.**

Nous constatons que ces attaques incessantes contre nos emplois et nos missions, associées à la morosité générale induite par la pandémie, dont le terme demeure plus que jamais incertain, ont pour conséquence un abattement certain de bon nombres de collègues. Pourtant, cette pandémie ne doit pas nous faire baisser les bras, car le gouvernement et nos directeurs n'ont pas perdu une minute dans leur entreprise de dislocation de la DGFIP.

**Ce 1<sup>er</sup> septembre ce sont 53 emplois qui vont disparaître dans le département et de nombreux services qui vont fermer, se regrouper, perdre des missions ou en récupérer d'autres sans les emplois correspondants. De nombreux autres services seront concernés fin 2021.**

Notre directeur régional, en VRP de luxe du directeur général, a fait le tour des services restructurés et n'a pas manqué de promettre à chacun d'entre nous que « tout se passerait bien ». Plusieurs agents de services divers (PCE, SIE, SPF, CDIF...) lui ont transmis ces dernières semaines des motions présentant leurs revendications. Des réponses de pure forme leur ont été adressées, éludant la plupart des problèmes concrets mis en avant par les personnels.

**Le 15 janvier, jour de convocation du comité technique (qui ne se tiendra pas, nos organisations ayant décidé de le boycotter), nous appelons l'ensemble des collègues à un rassemblement à 12h00 rue des Lois pour interpeller notre directeur sur les problématiques de chacun de nos services sur : notre qualité de vie au travail, l'organisation du travail dans les services, les conditions de mise en œuvre du télétravail, le mécontentement (légitime) des usagers dans nos accueils, la remise en cause de nos droits et garanties sur la gestion, dont les mutations...** Nous ne pouvons laisser se dégrader de telle manière nos conditions de vie au travail et un service public auquel nous sommes attachés.

**Les gouvernements qui se succèdent ont martelé, pendant des années, que l'État n'avait plus les moyens de financer la sphère publique. Et, malgré cela, depuis le début de la pandémie, les milliards sortent des caisses, comme par magie, alors que rien n'est fait pour aller chercher les milliards de la fraude et de l'évasion fiscale.**

**Les agents des Finances publiques ne doivent pas rester les dindons de la farce, loués quand ils soutiennent les entreprises, les hôpitaux, les collectivités et l'économie en situation de pandémie, et méprisés dans leurs missions, leur vie quotidienne au travail, leur rémunération (comme l'ensemble des fonctionnaires).**

**Aucune situation n'est figée, venons signifier au directeur notre volonté de stopper la dégradation de notre service public et des missions que nous sommes censés remplir auprès des citoyens.**